







## Une demande, une démarche

BESOIN <sup>1</sup>	REPONSE <sup>2</sup>
Aide juridictionnelle	Formulaire Cerfa n° 12467*01
Attestation de témoin	Modèle type Cerfa n° 11527*02
Certificat de non pacte civil de solidarité (PACS) dans le cadre de l'enregistrement d'un PACS	Formulaire Cerfa n° 12819*03 
Conciliation devant le tribunal d'instance	Formulaire Cerfa n° 11807*01
Consentement à adoption du parent de l'adopté	Formulaire Cerfa n° 12822*01 
Consultation des pièces annexes d'un acte de l'état civil	Formulaire Cerfa n° 13484*01
Contribution aux charges du mariage	Formulaire Cerfa n° 11525*01
Copie d'une décision de justice pénale	Formulaire Cerfa n° 12823*01 
Copie d'une décision de justice civile, sociale ou commerciale	Formulaire Cerfa n° 11808*03 
Divorce ou séparation de corps	Formulaire Cerfa n° 11530*01
Effacement des données enregistrées au FNAEG (parents de personnes disparues)	Formulaire Cerfa n° 12414*01
Exercice conjoint de l'autorité parentale	Formulaire Cerfa n° 12785*01 
Extrait du casier judiciaire (Bulletin n°3)	Formulaire Cerfa n° 10071*05
Indemnisation des Victimes d'Infractions	Formulaire Cerfa n° 12825*02
Inscription d'un gage sans dépossession	Formulaire Cerfa n° 13347*01
Mandat de protection future	Formulaire Cerfa n° 13592*01
Rectification d'une erreur ou omission matérielle contenue dans un acte de l'état civil	Formulaire Cerfa n° 11531*01 

Liste non exhaustive (principales demandes)

<sup>2</sup>  Démarche pouvant être effectuée en ligne sur [www.vos-droits.justice.gouv.fr](http://www.vos-droits.justice.gouv.fr)

## Infos pratiques

- [www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr)
- [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)
- [www.vos-droits.justice.gouv.fr](http://www.vos-droits.justice.gouv.fr)
- [www.annuaires.justice.gouv.fr](http://www.annuaires.justice.gouv.fr)



Retrouvez toutes les informations sur internet [www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr)

DICOM - Secrétariat Général  
13, place Vendôme  
75042 Paris cedex

Institutions

Acteurs

Procédures

# Vos droits



## S'informer sur ses droits



Conception : SGC/DICOM - Rédaction : D.Arnaud, C.Frabboul - Maquette : J.Daloux - Crédits photos : C.Montagné, C.Lacène, PhotoAlto - Edition : Décembre 2009

F I C H E P R A T I Q U E



## S'informer sur ses droits

Savoir identifier les bons interlocuteurs, s'y retrouver dans le déroulement d'une affaire ou encore découvrir la médiation judiciaire... Toute personne confrontée à un problème juridique ou administratif, et qui veut connaître ses droits pour les faire valoir, peut trouver une information gratuite et de qualité dans différents lieux qui lui sont facilement accessibles.



### Où s'informer de ses droits et de ses devoirs ?

Dans chaque département, un **Conseil départemental de l'accès au droit (CDAD)** met en œuvre la politique locale d'accès au droit et pilote les actions visant à aider chaque citoyen à s'informer sur ses droits, ses devoirs et la manière de résoudre à l'amiable certains conflits. Il s'appuie sur les **points d'accès au droit** et sur les **antennes juridiques de la médiation**, en place dans le département.

### Les maisons de justice et du droit (MJD)

Dans les communes ou les quartiers éloignés des tribunaux, les maisons de justice et du droit (MJD) ont pour triple mission l'information gratuite des citoyens, la médiation pénale et l'aide aux victimes.

Les MJD réunissent différents acteurs (magistrats, avocats, policiers, éducateurs, travailleurs sociaux...) qui s'y retrouvent pour informer et apporter des solutions alternatives à l'action judiciaire. Ils luttent contre la petite

et moyenne délinquance et résolvent les petits litiges civils (logement, consommation, surendettement...) par des actions de prévention, d'insertion et de réinsertion, et par le recours à la **conciliation** et à la **médiation** judiciaire.

Un accueil spécifique est également réservé aux victimes d'infractions pénales (agression, coups et blessures, injures, vol, racket, escroquerie) qui trouvent une écoute, un soutien moral et un accompagnement tout au long de leurs démarches.

**Conciliation : c'est un mode de règlement amiable de certains litiges civils ; elle peut intervenir en dehors de tout procès.**

**Médiation : c'est un mode de règlement amiable d'un litige civil ou pénal ; c'est le juge qui la propose.**

### Les points d'accès au droit (PAD)

Les **points d'accès au droit** sont des lieux d'accueil, permanents ou non. Ils apportent aux personnes confrontées à des problèmes juridiques ou administratifs l'information de proximité qui les aidera à exercer leurs droits et leurs devoirs :

- un service d'information, d'orientation et de consultation juridique gratuit et confidentiel ;
- un accueil et un soutien particuliers réservés aux victimes.

Selon les départements, des permanences juridiques y sont tenues par des avocats, des associations spécialisées, des conciliateurs...

**La médiation pénale** est un processus judiciaire confié à un magistrat et à un médiateur. Elle a pour but de réparer un préjudice, indemniser une victime, faire respecter un jugement dans le cadre de litiges de la vie quotidienne (troubles de voisinage, petits vols, dégradations, émission de chèques sans provision) ou de nature familiale (non paiement de pension alimentaire, non présentation d'enfant). Le magistrat procède au rappel de la loi, le médiateur aide les parties à trouver et à concrétiser un accord.